Les écoles du département tentent, à grand mal, de maintenir un niveau correct

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

« NOUS AVONS en Seine-Saint-Denis un tiers de besoins supplémentaires par rapport à la moyenne nationale. Et pourtant, nous recevons un tiers de ressources en moins ! Dire que l'on déverse l'argent dans les bonnes est un manège d'État ! »

bouillonné Stéphane Troussel, président du conseil général de Seine-Saint-Denis. Comme la justice et la police, l'éducation dans le 93 manque de bras, au vu de l'ampleur des besoins. Pourtant le département détiennent le record de visites officielles, une vingtaine en moyenne par mois depuis 2007 ! Il est aussi un territoire privilégié pour les « expérimentations ». Un moyen pour l'État de montrer, à multiples fois, que la lutte contre l'échec scolaire et l'inégalités est « une priorité ».

« J'en ai assez qu'on nous propose, comme à des sorties de laboratoire, ces expériences dont l'impact est forcément réduit ! » poursuit Stéphane Troussel. Récemment, l'élu socialiste est monté au créneau sur le dossier Parcoursup, la nouvelle plateforme d'orientation vers les études supérieures. Il dénonce des critères de sélection obscurs et discriminatoires à l'égard des lycéens de Seine-Saint-Denis qui voudraient étudier à Paris. « Je demande qu'un lycéen sur 20 obtenu dans le département soit considéré comme équivalent à la même note à Louis-le-Grand ! » martèle l'élu.

Un département insuffisamment doté budgétairement. C'est la conclusion du rapport rendu fin mai par les députés Cornut-Gentille (LR) et Kolounou (LaREM), que plusieurs élus ne vont pas voir enterré. Que nous dit-il de l'école dans le 93 ? La Seine-Saint-Denis est le département de l'éducation prioritaire par excellence, avec 62 % d'établissements classés dans la catégorie, contre 20 % au niveau national. Mais le résultat, indubitablement, n'est pas là. Si les effectifs réduits de l'éducation prioritaire ont un effet positif à court terme, ils n'ont pas d'impact à long terme. En 2016, en fin de 8e, 64 % des collégiens de l'éducation prioritaire renforcée (REP+) maîtrisent le français, contre 78 % hors éducation prioritaire.

Dans leur rapport, les deux députés pointent le manque de données sur le niveau réel des élèves, en dehors des résultats au brevet et au bac (1), qui ne sont pas, selon eux, des indicateurs valables. « Comme dans toute la France, l'objectivité des notes doit céder devant l'impératif de résultats », écrivent-ils. « Mais personne n'est dupe », résume Ianis Roder, professeur d'histoire dans un collège REP+ de Saint-Denis, et coprésident en 2002 des Territoires perdus de la République. « Ici, on arrive à tenir les programmes en faisant des choix. Je passe rapidement sur la guerre froide et je m'attarde sur ce qui est fortifiant en tant que citoyen : la séquence 14-45, le monde aujourd'hui, la démocratie maternelle n'est pas le français), avec 1,5 % des effectifs scolarisés, pour une moyenne nationale de 0,52 %. » Bobigny compte une grosse communauté tunisienne et chinoise, une population très élégante de la culture européenne », rappelle Didier Delmond, représentant du SE-Unsa dans le 93. À l'école primaire, ces enfants sont à la fois mélangés aux autres, et regroupés entre eux, sur un temps dédié, pour apprendre le français avec des enseignants spécialisés. « Enfin, normalement... » souhale Didier Delmond. L'enseignant regrette qu'aucun dispositif ne soit prévu en maternelle. « On considère que plonger les enfants dans le bain du français suffit. Mais quand la moitié de la classe ne parle pas français, cela ne suffit pas... »

L'inégalité, la Seine-Saint-Denis la vit aussi au quotidien avec ses enseignants. Le département et l'académie de Créteil, réputés difficiles, sont peu attractifs. Le taux de jeunes professeurs, inexpérimentés, y est plus élevé, comme le recours aux contractuels. Le non-remplacement des absents est un sujet récurrent. Le rapport parlementaire parle à ce sujet d'une « exclusion scolaire subie ». « Les professeurs doivent être remplacés, c'est le principe général. Il existe des recours, explique Mme Valérie Plau, spécialisée dans le droit des élèves. Mais l'Education nationale écarte des moyens à l'heure où les parents sont les plus exigents et les plus avertis », ajoute l'avocate, qui, sur ce sujet comme sur celui de l'obligation de scolarisation jusqu'à 16 ans, dénonce des « abus de l'institution sur des parents précaires qui ne connaissent pas leurs droits ».

Quels sont les élèves qui échappent aux radars de l'institution ? Les enfants inscrits à domicile (117) et dans les établissements hors contrat (1 900), parmi lesquels des écoles coraniques qui proposent un enseignement « faisant contrepoint à celle dispensée par le service public », relève le rapport parlementaire. Quid des enfants dont les parents sont sans-papiers ?


(*) 84 % de réussite au brevet contre 89 % au niveau national ; 58 % de réussite au bac général contre 66 % au niveau national.